



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

prix

Question au Gouvernement n° 3093

Texte de la question

CRISE DE L'ÉLEVAGE

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Le Callennec, pour le groupe Les Républicains.

Mme Isabelle Le Callennec. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. J'y associe mes collègues bretons Marc Le Fur, Gilles Lurton, Philippe Le Ray et Thierry Benoit.

Crise du porc, crise de la viande bovine et, désormais, crise du lait : les éleveurs n'en peuvent plus. Les discours de votre ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ne suffisent plus. Les éleveurs attendent des réponses concrètes à leur détresse.

M. Christian Jacob. C'est vrai !

Mme Isabelle Le Callennec. Le respect de l'accord sur les prix avec la grande distribution, la promotion du produire français pour manger français, une stratégie de modernisation des exploitations agricoles, la baisse du coût du travail, la fin de l'avalanche réglementaire et de la sur-transposition européenne ainsi que des distorsions de concurrence : toutes ces propositions sont sur la table depuis des mois. Mais rien, ou si peu, ne se passe.

Comme si l'embargo russe ne suffisait pas, à leurs difficultés s'ajoute désormais la crise grecque, et les incertitudes qui planent sur le devenir de la zone euro. La France est le troisième pays fournisseur de produits agricoles de la Grèce, et son premier fournisseur de viande : 650 millions d'euros sont en jeu, à hauteur de 10 % pour les produits agricoles et de 90 % pour les produits transformés à valeur ajoutée.

À ce jour, nombre d'abattoirs français se demandent s'ils doivent continuer à livrer leurs clients grecs : leur crainte est grande de ne pas être payés en retour.

M. Michel Ménard. Heureusement, Le Callennec est là !

Mme Isabelle Le Callennec. Cela aura, là encore, des conséquences directes pour les éleveurs qui livrent les abattoirs.

Monsieur le Premier ministre, la maison brûle et vous ne pouvez plus regarder ailleurs. Le président du groupe Les Républicains, Christian Jacob, vous a demandé un plan d'urgence pour l'agriculture.

Quelles initiatives comptez-vous prendre – pas dans six mois, pas dans un mois, mais à très court terme – pour éteindre le feu ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Mme Claude Greff. Le donneur de leçons !

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Madame la députée, vous avez évoqué un certain nombre d'éléments et en particulier la question laitière. Je voudrais vous rappeler à ce propos que l'augmentation de la production à l'échelle européenne et le tournant vers l'exportation, en particulier vers l'Asie, sont liés à une décision prise en 2008 de supprimer les quotas laitiers à l'échelle européenne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. - Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Mme Claude Greff. C'est toujours de notre faute !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Chacun doit assumer sa responsabilité. Il est très facile aujourd'hui à l'opposition de donner des leçons : je pourrais en donner sur d'autres sujets. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Mme Claude Greff. C'est nul !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Vous avez évoqué les exportations vers la Grèce. Effectivement, vous connaissez ses difficultés : elles feront l'objet d'un débat cet après-midi. Des discussions sont en cours à ce sujet : la France s'est engagée à maintenir la Grèce dans la zone euro.

M. Philippe Le Ray. Répondez aux agriculteurs !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Sur cette question, les opérateurs que vous indiquez et un certain nombre d'autres, originaires de Bretagne, vous ont peut-être sollicitée, mais ils se sont déjà manifestés auprès de nous. *(« Alors ? » sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Et nous travaillons avec eux pour que des garanties leur soient données et que les exportations puissent se poursuivre.

Voilà la réponse concrète apportée par le Gouvernement. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Vous évoquez, madame la députée, la table-ronde au cours de laquelle chacun a pris des engagements, tout en affirmant par ailleurs que le ministre de l'agriculture n'agit pas suffisamment : or si cette table-ronde a eu lieu, c'est précisément à mon initiative. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. - Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Le Callennec](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3093

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2015](#)